« La Russie répandra ses erreurs... »

par Pascal Bernardin

La Russie a-t-elle été consacrée au Cœur Immaculé de Marie conformément aux demandes du Ciel ? Toute réponse entraîne des difficultés sérieuses.

L'article de Dominicus (plus haut) a montré que la consécration réalisée le 25 mars 1984 par Jean-Paul II n'a pas eu la Russie comme objet, n'a pas obtenu les fruits promis par le Ciel, et, au moins jusqu'au milieu de l'année 1989, n'a pas été considérée comme suffisante par sœur Lucie.

En sens contraire, le Vatican et, semble-t-il, sœur Lucie à la fin de sa vie (depuis 1989) soutiennent que la consécration a été validement effectuée en 1984. La chute du mur de Berlin (1989) puis des régimes communistes à l'Est de l'Europe ne confirme-t-elle pas cette vision des choses ?

Pascal Bernardin, auteur de deux ouvrages remarquables sur la subversion contemporaine : *Machiavel pédagogue* (1995) et *L'Empire écologique* (1998), vient ici traiter cette question ¹.

le Œel de la terre.

*

Père, dites à tous que la Madone me l'a annoncé très souvent : beaucoup de nations disparaîtront de la surface de la terre ; la Russie sera le fléau choisi par Dieu pour châtier l'humanité, si nous, par la prière et les sacrements, nous n'obtenons pas la grâce de sa conversion [Sœur Lucie, 26 décembre 1957 ²].

LE COMMUNISME semble avoir disparu, au moins en Russie et dans une certaine mesure en Chine. Quel que soit le jugement que l'on porte sur la perestroïka et sur l'évolution de la Russie, force est de constater que bien des changements y sont intervenus : les persécutions brutales

¹ – Les ouvrages de Pascal Bernardin sont parus aux Éditions Notre-Dame des Grâces (BP 19, 06340 Drap).

² – Entretien avec le père Fuentès.

contre les catholiques ont disparu. Les opposants ne sont plus envoyés dans les goulags. L'expansionnisme soviétique a disparu et le système économique collectiviste a été démantelé. La Russie ne semble plus à même de répandre ses erreurs, de provoquer des guerres et des persécutions. La peur a disparu et la paix paraît s'être imposée. L'ultra-libéralisme triomphe tandis que les États-Unis restent la seule super-puissance, le seul acteur global capable de peser réellement sur le cours des événements mondiaux.

Devons-nous en conclure que Notre-Seigneur se serait laissé fléchir ou au contraire que ses avertissements sont en train de se réaliser et que le châtement promis est en cours ?

La thèse officielle veut que le communisme se soit effondré sous son propre poids, victime de ses « contradictions internes ». La grande majorité accepte sans critique cette version *ad usum delphini*. D'autres, plus avertis de la chose politique, s'interrogent sans succès sur les tenants et les aboutissants de l'un des événements politiques majeurs du XX^e siècle. Très récemment encore, l'auteur rencontra un homme politique bien connu pour qui « la chute de l'empire soviétique était l'une des principales énigmes du XX^e siècle ».

La « disparition » du communisme, une réforme soigneusement préparée

Il n'est pourtant guère difficile de résoudre cette énigme pour peu que l'on ait quelque temps à lui consacrer. Plusieurs ouvrages traitent de la préparation de la perestroïka et de la « chute » de l'empire soviétique¹. Il en ressort deux choses : d'abord, que la perestroïka et la disparition du communisme ont été voulues, préparées et étudiées de longue date ; ensuite, qu'elles correspondent non à un aveu d'échec des forces révolutionnaires mais bien au contraire à une nouvelle étape, à un approfondissement de la Révolution.

Il y a des gens, à l'Ouest, qui aimeraient nous faire croire que le socialisme traverse une crise profonde parce qu'il a conduit notre société dans une impasse. C'est ainsi qu'ils interprètent notre analyse critique de la situation de la fin des années soixante-dix et du début des années quatre-vingt. Nous n'avons qu'une issue, prétendent-ils : adopter les méthodes de gestion économique capitalistes et ses modèles sociaux ; autrement dit, dériver vers le capitalisme. [...].

Pour mettre un terme à ces rumeurs et à ces spéculations, qui se multiplient à l'Ouest, j'aimerais une fois de plus faire remarquer que nous conduisons toutes

1 — Nous aurons trois domaines à aborder dans cette étude : la « disparition » du communisme, le triomphe du libéralisme et les erreurs de la Russie répandues dans le monde. Nous serons amenés à projeter, dans chacun de ces trois domaines, un éclairage particulier qu'il ne nous sera pas possible, faute de place, de justifier en détail. Le lecteur pourra trouver les preuves de nos affirmations, sous forme de citations puisées aux meilleures sources, dans notre ouvrage *L'Empire écologique* (Éditions N.D. des Grâces, 1998), aux ch. I.II, II.IX et II.VII.

nos réformes en conformité avec la voie socialiste. C'est dans le cadre du socialisme, et non pas à l'extérieur, que nous cherchons les réponses à toutes les questions qui se posent. C'est en fonction de ses critères que nous évaluons nos succès comme nos erreurs. Ceux qui espèrent que nous allons nous éloigner de la voie socialiste seront profondément déçus. Chaque élément du programme de la perestroïka – et le programme dans son ensemble – se fonde essentiellement sur l'idée qu'il faut davantage de socialisme, davantage de démocratie. [...].

Nous nous dirigeons vers davantage de socialisme plutôt que le contraire. Nous proclamons cela honnêtement, sans essayer de tromper ni notre peuple ni le reste du monde. Tout espoir que nous puissions nous mettre à bâtir une société différente, non socialiste, et passer dans l'autre camp est irréaliste et dérisoire. Ceux qui, à l'Ouest, s'attendent à nous voir abandonner le socialisme en seront pour leurs frais. [Gorbatchev, *Perestroïka* 1].

Et force est de constater qu'aujourd'hui la Révolution est omniprésente, que la « droite » est à gauche et que le bon sens est partout ridiculisé : la Turquie est intégrée à « l'Europe », le vice contre-nature élevé au rang de droit de l'homme.

De nouveaux modes d'action, conformes aux idées de Gramsci

La perestroïka répond à la nécessité d'étendre la Révolution à l'ensemble de la planète et de relever le défi économique lancé par l'Occident. La diffusion de l'informatique, le développement des télécommunications et leur convergence inéluctable, l'explosion des moyens de transport et plus généralement la supériorité économique et technologique de l'Occident appelaient à l'évidence à de profondes réformes en URSS. En sens inverse, les modes de contrôle social toujours plus puissants qui se développaient en Occident (médias, finance, école, disparition de la famille remplacée par l'État, etc.) exigeaient eux aussi une réévaluation de leurs potentialités révolutionnaires.

Nous définirons le socialisme comme étant la socialisation complète de toutes les activités humaines, leur contrôle complet par la société – et en fait par l'État. Au contraire, le libéralisme (économique) se caractérise par la liberté d'entreprendre (dans le domaine économique) sans ingérence extérieure. Mais cette opposition n'est qu'apparente. Le libéralisme économique qui règne à peu près sur toute la terre s'accompagne presque partout d'un dirigisme politique, social et économique toujours croissant.

Marx préconisait, dans les dix points du *Manifeste du parti communiste*, les mesures suivantes, toutes réalisées au-delà de ses espérances :

1 — Mikhaïl GORBATCHEV, *Perestroïka, vues neuves sur notre pays et le monde*, Paris, éd. « J'ai lu », 1987.

2. Impôt lourd progressif.
3. Abolition de l'héritage [ou impôts spoliatoires et disparition du droit d'aînesse, d'origine scripturaire, seul capable d'assurer la pérennité de grosses fortunes pouvant s'opposer à l'État].
5. Centralisation du crédit entre les mains de l'État, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'État et qui jouira d'un monopole exclusif.
10. Education publique et gratuite de tous les enfants. [...] Combinaison de l'éducation avec la production matérielle.
9. Combinaison du travail agricole et du travail industriel ; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne.
4. Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles [Marx, *Le Manifeste du Parti communiste* ¹].

Le contrôle de la société ébauché par Marx semble aujourd'hui bien puéril. L'étalon-or ayant disparu, les banques centrales et (ou) les États contrôlent maintenant la masse monétaire, les taux d'intérêt et le déficit de la nation. Les médias modernes permettent des manipulations que Marx ne pouvait même imaginer : manipulations de la culture, de la morale, de la psychologie des peuples allant jusqu'à leur faire accepter des lois contre-nature. Le contrôle des écoles et des systèmes éducatifs assure que nul n'échappera au formatage idéologique. Les lois iniques sur la « liberté de la presse » réduisent toujours plus l'expression de la vérité et garantissent qu'arrivé à l'âge adulte personne ne parviendra à s'échapper des prisons mentales. La culture est devenue, conformément aux idées de Gramsci ², l'un des fers de lance de la Révolution, imposant une uniformisation des sensibilités et un consensus idéologique que bien peu osent braver. Les impôts toujours plus lourds maintiennent le plus grand nombre dans le carcan psychologique de la pauvreté, lamentent la classe moyenne et interdisent aux plus aisés d'accéder aux moyens d'une action politique, sociale ou médiatique. La destruction de la famille atomise la société et prive chacun des soutiens voulus par le Créateur. Le poids toujours croissant des institutions internationales retire à chacun les miettes d'influence politique qui pouvaient lui rester au niveau national. Bruxelles contrôle tout, jusqu'au diamètre des œufs. Paris se charge de leur poids. Et malgré ce tableau, que nous pourrions développer sur des centaines de pages, certains s'obstinent à croire au triomphe de l'ultra-libéralisme, du capitalisme – et à refuser d'admettre que la Russie a répandu ses erreurs dans le monde entier.

¹ — Karl MARX et Friedrich ENGELS, *Le Manifeste du Parti communiste*, Paris, 10/18, 1976, p. 47.

² — Antonio GRAMSCI, révolutionnaire italien né en Sardaigne en 1891. Ayant séjourné en URSS en 1922 et 1923, il fut amené à condamner le système soviétique et à prôner une révolution de la superstructure (valeurs religieuses transcendantes, idéaux, éthique, culture) comme préalable à la révolution économique. La Révolution selon Gramsci est d'abord une révolution de l'être et non de l'avoir.

La perestroïka s'appuie donc sur ces constatations pour affirmer – paradoxalement – que le contrôle social est bien plus puissant en Occident qu'il ne l'était dans le bloc de l'Est. Une plaisanterie soviétique disait : « Ils font semblant de nous payer, nous faisons semblant de travailler. » Et les Soviétiques pensaient que c'étaient eux, et non les Occidentaux, qui étaient libres. A méditer.

Le libéralisme s'oppose-t-il véritablement au socialisme ?

Opposer libéralisme et socialisme relève donc d'une illusion tenace qu'il importe de dissiper : la société française montre qu'un socialisme politique, financier, culturel, éducatif etc. peut fort bien intégrer un certain libéralisme économique. Les Chinois ont théorisé ce « socialisme de marché » qui a tant fait rire certains en Occident, avant d'y être eux-mêmes confrontés.

Un salarié français qui gagne 200 francs n'en touche que 100, le reste constituant les prélèvements patronaux. Après impôt sur le revenu, il ne dispose plus que de 80 francs, ce chiffre étant susceptible d'être encore minoré si ses revenus sont plus importants. Sur ces 80 francs, l'État en prélève environ 20 % sous forme de TVA, soit 16 francs, ne lui laissant en réalité que 64 francs, soit seulement 32 % de son salaire réel. L'État l'a donc spolié de plus des 2/3 du produit de son travail. La proportion est plus importante encore pour les contribuables situés dans la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu, voire soumis à l'impôt sur la fortune, c'est-à-dire pour les seules personnes qui auraient les moyens de s'opposer à l'État. Et encore n'avons-nous pas parlé des taxes foncières, taxes d'habitation et surtout des impôts frappant les successions.

Ce simple calcul fiscal montre que nous vivons dans une société totalement socialisée, la gestion de sommes prélevées pour les retraites et la sécurité sociale étant entièrement aux mains de l'État et des « partenaires sociaux » qui en disposent comme bon leur semble. Sans rien dire de ces « niches » fiscales qui permettent à l'État de dicter ses volontés aux malheureux contribuables. Les sujets de l'Ancien Régime n'avaient rien à envier aux « assujettis » à l'impôt.

Ainsi donc, à côté d'un socialisme incontestable qui a envahi tous les domaines, s'exerce un socialisme *économique* très profond qui s'articule fort bien avec un certain libéralisme.

Il n'en reste pas moins que la disparition – réelle – du communisme économique et son remplacement – illusoire – par l'ultra-libéralisme posent problème. L'analyse précédente vaut pour la France et de nombreux pays mais semble incapable de rendre compte des processus à l'œuvre aux États-Unis ou des phénomènes qui président à la construction européenne, à la globalisation et au développement brutal du commerce international – processus réputés ultra-libéraux. Si l'analyse précédente a montré que, sous le vernis libéral, on trouve, au niveau *national*, un socialisme très réel, il semble à l'inverse que les processus

internationaux aillent dans le sens d'un ultra-libéralisme toujours plus destructeur. Là encore, de nombreux documents officiels mettent en évidence la stratégie révolutionnaire utilisée et autorisent une interprétation toute différente.

Les institutions internationales, progressistes et néo-communistes, visent à l'égalisation mondiale des revenus – autre nom du socialisme mondial :

— Tous les États et tous les peuples doivent coopérer à la tâche indispensable de l'élimination de la pauvreté, qui constitue une condition indispensable du développement durable, afin de réduire les différences de niveaux de vie et de mieux répondre aux besoins de la majorité des peuples du monde [Conférence de Rio, 1992, Agenda 21 ¹].

— Le surdéveloppement [du Nord] est aussi préoccupant que le sous-développement [du Sud] : le développement planétaire doit se substituer, peu à peu, à l'un et à l'autre [Boutros Boutros-Ghali, en sa qualité de secrétaire général de l'ONU, allocution de clôture de la Conférence de Rio ²].

— Les discussions sur l'économie mondiale ont mis en relief les réalités de la globalisation de l'activité économique, qui se caractérise notamment par le développement d'échanges de plus en plus libres de produits, de services, de capitaux, et par des transferts intenses des connaissances et des technologies. La loi du monde dans lequel nous sommes entrés est la compétition à l'échelle mondiale ; le moyen d'y faire face pour les acteurs de l'économie – individus, firmes, nations – n'est pas la protection frileuse mais l'adaptation résolue. Ce qui apparaît crucial, c'est la vitesse d'adaptation qui tend à s'accélérer et qui requiert souplesse et rapidité. Cette adaptation imposera aux pays européens, où la croissance des dernières décennies a engendré des rigidités et des excès de l'État-providence, *d'accepter une stabilisation, sinon un certain recul, du niveau de vie* : ces sacrifices exigeront une plus grande solidarité sociale. L'adaptation en Europe occidentale sera d'autant moins douloureuse que s'y réalisera complètement un vrai marché unique, où disparaîtront les obstacles à la concurrence, où s'accroîtra la mobilité des entreprises et des hommes, où circulera une seule monnaie, où seront stimulés la recherche et l'innovation ³.

Le moyen choisi pour parvenir à l'égalisation mondiale des revenus est donc l'ouverture des frontières qui réalise mécaniquement, en utilisant les lois du marché, des délocalisations massives de capitaux et de technologies. Nos sociétés sont confrontées à cette baisse du niveau de vie souhaitée par les mondialistes et jamais énoncée clairement : chômage important, croissance économique bien plus faible que celle du reste du monde, diminution de toutes les formes de protection sociale des classes moyennes : chômage, vieillesse, maladie.

1 — *Rapport de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement*, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. 1, Résolutions adoptées par la Conférence, ONU, New York, 1993, A/CONF.151/26/Rev.1 (Vol. I), p. 3.

2 — *Ibid.*, A/CONF. 151/26 (Vol. IV), p. 75.

3 — Raymond BARRE commentant les enseignements du Forum de Davos pour le *Figaro*.

La synthèse hégélienne entre socialisme et libéralisme

Observé de haut, le système mondial peut se décrire ainsi : un système économique international ultra-libéral qui réalise précisément les objectifs économiques socialistes : transferts massifs de richesses, de technologies et d'hommes. Au niveau national, le libéralisme est cerné de toutes parts, mis au service du collectivisme politique et social. Nous n'assistons donc nullement au triomphe de l'ultra-libéralisme mais à l'instrumentalisation du libéralisme par le socialisme, à l'expansion du socialisme de marché. Raymond Barre l'a décrit précisément. Les « échanges de plus en plus libres de produits, de services, de capitaux, [les] transferts intenses des connaissances et des technologies », qui réalisent précisément le socialisme et le nouvel ordre économique international réclamé pendant des décennies par les révolutionnaires, nécessitent « d'accepter une stabilisation, sinon un certain recul, du niveau de vie », conséquence inéluctable du collectivisme, mais aussi « un vrai marché unique, où disparaîtront les obstacles à la concurrence, où s'accroîtra la mobilité des entreprises et des hommes, où circulera une seule monnaie, où seront stimulées la recherche et l'innovation », c'est-à-dire une part de libéralisme. En terme de théorie des systèmes, on dirait qu'un sous-système libéral est contraint d'évoluer dans un sur-système et dans des règles socialistes. Le libéralisme national apparaît comme une simple mesure d'accompagnement du collectivisme international, comme devant permettre aux nations de s'adapter aux transformations mondialistes en allégeant le carcan des socialismes nationaux. Alors que les peuples risquent de se rebeller contre le poids toujours croissant du collectivisme mondialiste, il importe de leur laisser quelques espaces de liberté pour éviter un collapsus économique semblable à celui que connut l'URSS. C'est ainsi que se réalise le socialisme de marché, synthèse hégélienne entre communisme et libre-échange, la convergence, au niveau mondial, entre les forces communistes et le grand capital – conformément à une tradition séculaire ¹.

Cette analyse a été confirmée lors des débats qui ont précédés le vote sur la constitution européenne et qui entendaient montrer que, contrairement aux apparences, le processus de construction européenne est fondamentalement progressiste. *Le Monde* a publié deux articles dénonçant le mythe de l'Europe

1 — Voir par exemple : *Maçonnerie et sociétés secrètes : le côté caché de l'histoire*, EPIPHANIUS, Versailles, Publications du *Courrier de Rome*, 1999, ch. XV. On consultera également l'ouvrage de DES GRIFFITH intitulé *The Fourth Reich of the Rich*, (Emissary Publications, 1992), qui contient une transcription de l'interrogatoire de Rakowsky, texte fondamental, publié récemment en français dans *Le Complot mondial, mythe ou réalité*, Jacques DELACROIX, éd. Delacroix, Châteauneuf. — Deirdre MANIFOLD signale dans sa brochure *Towards World Government* (1990) que l'interrogatoire de Rakowsky, qui est probablement à l'origine de l'alliance entre Staline et Hitler, eut lieu le 26 janvier 1938, soit *exactement le même jour et à la même heure que l'aurore boréale* que Notre-Dame avait donnée comme signe de la deuxième Guerre mondiale.

« ultralibérale ». Le premier s'intitule *La Mondialisation, une chance pour les pays pauvres*¹ :

On explique aux électeurs français qu'ils rendraient un grand service aux autres Européens en votant non, c'est-à-dire en refusant une uniformisation par le bas des conditions de vie. Mais, à vrai dire, une telle uniformisation est-elle véritablement un mal ? Et, dans l'affirmative, est-ce un mal évitable ? [...] Les pauvres ont trouvé [!] un moyen de s'approprier une part de la plus-value des productions que nous consommons !

[N]ous n'obtiendrons jamais l'uniformisation par le haut, pour la planète entière, parce que le niveau de vie qui règne au Nord n'est rendu possible que par une injustice criante [...] et parce que la mondialisation économique qui est en marche par ses moyens propres met un frein à cette exploitation [du Sud par le Nord] ! [...]

Peut-être [...] pourrions-nous négocier habilement un ralentissement durable de nos économies (et de nos niveaux de vie) pendant que les pays pauvres connaîtraient des croissances à deux chiffres dont ils se montrent déjà capables : alors ils réduiraient leur écart pendant que nous ne progresserions plus guère.

Le second, intitulé « L'Europe "rempart contre la mondialisation ultralibérale" : quand cessera cette hypocrisie² ? » est aussi explicite que son titre :

Il leur faudrait changer du tout au tout [de discours]. Dire d'abord que la mondialisation n'est pas le mal. Elle a des travers mais engendre une forte croissance mondiale qui sort de la misère des milliards d'êtres humains, notamment les affamés [!] chinois et indiens. Les Français devraient s'en réjouir. Pour ne pas en souffrir, il faudra non pas « se protéger » mais « s'adapter ».

Synthèse hégélienne et théorie des systèmes

Il nous faut insister ici sur cette notion fondamentale de synthèse hégélienne réalisée au moyen de systèmes hiérarchisés³. Un système économique libéral s'appuie nécessairement sur les règles – pour essayer de parvenir à une « justice de règles » (Hayek). On a donc deux systèmes hiérarchiquement ordonnés : un système supérieur, l'ensemble de règles ; et un système inférieur, contrôlé par le précédent, le système économique. Les acteurs économiques ont alors l'impression, l'illusion, d'évoluer dans un système économique libéral : leurs actions ne leur sont plus dictées par le plan quinquennal et sont laissées à leur seule initiative – dans le respect des règles fixées par le législateur (idéaliste). Il suffit alors de modifier les règles pour modifier les comportements des acteurs⁴. C'est ainsi

1 — Joseph BRUNET-JAILLY, *Le Monde*, 13 avril 2005, p. 14.

2 — Éric LE BOUCHER, *Le Monde*, 17 avril 2005, p. 23.

3 — Le parallélisme avec les hiérarchies angéliques et les grades maçonniques mérite d'être relevé.

4 — D'où, *mutatis mutandis*, cette frénésie de réformes constitutionnelles qui nous a saisis depuis plusieurs années.

que se réalise la synthèse entre un libéralisme apparent et un contrôle indirect mais très réel des actions des intervenants économiques. S'ajoute à cela le fait que les acteurs, ayant *l'illusion* de la liberté, *s'engagent* plus facilement dans leurs actions et assimilent ainsi les règles qui leur sont imposées. Nous touchons ici, d'une part à la différence entre le pouvoir et le contrôle, et d'autre part à la raison pour laquelle nos gouvernants *semblent* avoir perdu tout pouvoir. Ils ne gouvernent plus mais contrôlent : c'est la gouvernance.

Cette analyse, cette stratégie révolutionnaire, peut naturellement être appliquée à tous les domaines et être répétée : au-dessus des nations on place ainsi l'Europe aujourd'hui, et, demain, le monde, l'ONU. Au-dessus des règles éthiques, juridiques, constitutionnelles et commerciales vient la religion, et au-dessus encore la conception du monde. Imposer une vision païenne du monde, c'est discréditer par le fait même le catholicisme (et même le simple monothéisme), et sa morale. C'est également modifier en profondeur les comportements de gens qui continueront cependant à avoir l'illusion de la liberté : c'est justifier l'avortement, l'euthanasie, l'eugénisme, les manipulations génétiques, le culte de la terre, les persécutions contre les catholiques. Au-dessus du système économique se situe le système financier : l'abandon de l'étalon-or permet des manipulations considérables du commerce international et de l'activité industrielle et fausse les règles de la concurrence. Et au-dessus de tous ces systèmes, les contrôlant tous mais eux-mêmes contrôlés par l'argent, par Mammon, on trouve les médias, la puissance adultère. C'est ainsi que le débat qui agite la classe politique sur la nature du système économique actuel, *libéral* ou *social*, est typiquement *marxiste*. Ne regardant que l'infrastructure économique, il néglige totalement la superstructure qui informe toute l'économie. Même les Soviétiques sont revenus d'une conception aussi limitée qui n'eut de raison d'être qu'un temps, quand il fallait détruire la « superstructure » chrétienne.

Les États-Unis et l'ONU

Il nous faut maintenant répondre à deux questions et à une objection. Qu'en est-il des États-Unis, champions de l'ultra-libéralisme ? Et de l'ONU ? L'analyse précédente décrit-elle une stratégie principalement communiste ou une manœuvre maçonnique ? Les analyses précédentes semblent ignorer le cas des États-Unis et le rôle prépondérant qu'ils jouent sur la planète. Peut-on parler du triomphe du collectivisme mondialiste quand les États-Unis, champions de l'ultra-libéralisme, apparaissent comme la seule super-puissance ? Il convient ici d'être attentif aux processus à l'œuvre aux États-Unis, de saisir *l'évolution et l'avenir* de ce pays.

Le statut de super-puissance des États-Unis semble menacé de bien des côtés : déficits colossaux qui entraînent une baisse du dollar et risquent de lui faire perdre son rôle de monnaie-étalon ; émergence d'acteurs globaux dynamiques

(Chine, Inde) ; concurrence économique, commerciale et technologique féroce ; rôle toujours accru de l'ONU.

La situation intérieure américaine est à la fois le reflet et la cause de cet affaiblissement voulu et provoqué. Comme l'Europe, les États-Unis changent progressivement de nature. Ils sont minés par une immigration illégale massive et par une socialisation culturelle et politique envahissante, la socialisation économique seule étant moins avancée : nationalisation progressive de l'école, des retraites, de l'assurance maladie, ouverture des frontières (OMC, ALENA ¹, FTAA ²), effacement et destruction de toute référence chrétienne dans les institutions, discours homophile et rhétorique des « genres ³ », destruction de la famille et de toute morale et enfin restrictions sévères des libertés individuelles avec le prétendu « Patriot Act ». Tout comme en Europe, le libéralisme économique n'est que le masque d'une socialisation politique, financière, culturelle et sociale toujours croissante, et maintenant bien visible, qui fait que les États-Unis ont aujourd'hui profondément changé de nature. Pouvait-il en être autrement après les deux mandats de Clinton (et celui de Bush ⁴) ?

Il convient également de mettre en lumière le rôle de l'ONU dans les affaires internationales. L'apparence et le discours médiatique veulent que les États-Unis n'aient pas à tenir compte des résolutions de l'ONU, condamnée à n'être que la chambre d'enregistrement des décisions américaines. L'ONU est aujourd'hui l'unique source de la légitimité internationale, ce qui constitue une victoire politique colossale, dont les conséquences n'apparaîtront qu'avec le temps. Par ailleurs, s'il ne fait pas de doute que la politique américaine vise à remplir des objectifs politiques sionistes et capitalistes, il convient de ne pas ignorer la dimension mondialiste des décisions américaines. Les États-Unis sont le bras armé du sionisme mais également, et de plus en plus, de l'ONU. L'exemple des guerres en Afghanistan et en Irak est à ce propos fort éclairant. Leur dimension capitaliste et sioniste est bien visible : le pétrole et la sécurité d'Israël ne sauraient être négligés. Ils ne pouvaient néanmoins à eux seuls motiver deux guerres : l'approvisionnement en pétrole et les frontières d'Israël n'ont jamais été sérieusement menacés. Les armes de destruction massive n'ont jamais existé, pas même dans l'imagination de l'administration américaine. Le véritable motif est ailleurs : dans la volonté, clairement affichée dans les publications mondialistes telles *Foreign Affairs*, la revue du CFR, de remodeler politi-

1 — Accord de libre-échange nord-américain.

2 — *Free Trade Area of the Americas*. Zone de libre échange des Amériques.

3 — A la différence du sexe, donné à la naissance, le genre pourrait, selon le discours révolutionnaire repris par certaines institutions internationales, être choisi librement. Ainsi une personne de sexe masculin, déterminé à la naissance, pourrait « choisir » d'être du genre féminin.

4 — L'analyse approfondie de la politique du président Bush et en particulier de son action dans le combat contre l'avortement sort du cadre de cet article. Signalons néanmoins qu'il y a, comme très souvent sur les sujets essentiels, une grande différence entre le discours médiatique et la réalité.

quement les pays arabes et musulmans qui s'opposent aujourd'hui à la diffusion de la démocratie et du mondialisme. La dimension révolutionnaire et mondialiste de la politique américaine est bien supérieure à sa dimension sioniste. Les néo-conservateurs américains sont d'ailleurs d'« anciens » trotskistes ¹. Les États-Unis apparaissent alors comme le bras armé de l'ONU, ce que le président Bush a d'ailleurs admis publiquement (sans être cru, naturellement ²). Et l'ONU apparaît alors elle-même comme le relais mondial de la politique collectiviste, néo-communiste, de la Russie et des anciens pays communistes. Toute l'habileté, tout le génie politique de la Perestroïka a précisément consisté à définir une architecture globale qui satisfasse tant les forces capitalistes et sionistes que la maçonnerie, en les englobant dans un cadre général dirigé par l'ONU et orienté vers le socialisme mondial.

La Russie répandra ses erreurs ou l'URSS diffusera le communisme ?

Il nous semble donc inexact d'affirmer que la Russie n'aurait pas répandu ses erreurs à travers le monde. Elle ne s'est pas convertie et tous les châtiments prévus semblent avoir été infligés : guerres, famines, persécutions contre l'Église et le Saint-Père et anéantissement (en cours) de plusieurs nations. Elle a répandu le socialisme dans le monde entier, y compris aux États-Unis qui vivent une socialisation accélérée.

Mais Notre-Dame n'a jamais affirmé que l'URSS répandrait le communisme dans le monde entier : seule une opinion privée de sœur Lucie va dans ce sens. Notre-Dame énonça que la Russie répandrait ses erreurs à travers le monde. Si l'on ne saurait en exclure le socialisme il ne semble pouvoir, à lui seul, tenir lieu de toutes les erreurs de la Russie. Il nous semble qu'il faille encore y ajouter le mondialisme et la spiritualité globale qui visent à l'anéantissement des nations

¹ — Michaël COLLINS PIPER, *The High Priests of War*, Washington, D.C. American Free Press, 2004.

² — « Le monde entier affronte maintenant une épreuve et les Nations Unies passent par une étape difficile et décisive. Est-ce que les décisions du Conseil de sécurité doivent être honorées et exécutées ou peut-on les écarter sans conséquence ? [...] Les Nations Unies atteindront-elles leur but ou seront-elles impuissantes ? [...] Nous voulons que les résolutions de l'institution internationale la plus importante soient exécutées. » Déclaration du président Georges W. BUSH devant l'assemblée générale des Nations Unies du 12 septembre 2002, *The New American*, 23 février 2004, p. 20. — « Les forces américaines en Irak opteront [après le 30 juin 2004] sous commandement américain comme membre d'une force multinationale autorisée par les Nations Unies. » Déclaration du président Georges W. BUSH devant le Collège des armées faite le 24 mai 2004, *The New American*, 14 juin 2004, p. 5.

et à la persécution de l'Église, conformément aux avertissements de Notre-Dame ¹.

La Perestroïka visait aussi à l'établissement d'une « maison commune » en Europe où se seraient retrouvées toutes les nations européennes. Le projet faisait sourire il y a vingt ans... Parallèlement, le président Bush (I) promulguait le Nouvel ordre mondial. La Perestroïka a donc précipité et élargi l'intégration européenne et a permis l'expansion du mondialisme. En supprimant (apparemment) les antagonismes politiques, elle a unifié le monde et lui a permis de s'organiser non selon des critères idéologiques mais sur des bases géographiques et régionales qui anéantissent les frontières (Europe, FTAA pour les Amériques, ASEAN ² pour l'Asie du sud-est, etc.). En supprimant l'image de l'ennemi, la Perestroïka a anéanti la division *psychologique* qui traversait le monde, elle a détruit les frontières mentales qui divisaient le monde et a provoqué son unification.

La spiritualité globale

A côté de ce mouvement d'anéantissement des nations, qui touche d'abord l'Europe apostate, se développe un autre processus, moins connu mais plus dangereux encore : l'élaboration et l'imposition d'une spiritualité globale, écologique et païenne, antichrétienne.

Le moment révolutionnaire déclenché par la Perestroïka vise aujourd'hui à créer une nouvelle civilisation. Les révolutionnaires élaborent un nouveau paradigme (une nouvelle représentation du monde) holistique ³, totalisante, un nouveau système de valeurs, une nouvelle éthique. Le « développement spirituel » revient à l'ordre du jour. Une « spiritualité globale », écologique et païenne émerge et doit informer toutes les religions. On retrouve naturellement le messianisme communiste cherchant à réaliser le paradis sur terre et niant la grâce. Le salut terrestre est universel, œcuménique et nie la nécessité de la croix de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Sans surprise, les trois erreurs de la Russie que nous venons de dégager s'appuient sur la vision holistique, gnostique, maçonnique, qui identifie Dieu et le

1 — Il nous faudrait également analyser l'infiltration de l'Église réalisée par les communistes, la subversion de sa doctrine, la marxisation du clergé et le remplacement du spirituel par le politique et le social. Par ailleurs, la création du bloc de l'Est a amené une socialisation beaucoup plus poussée de l'Ouest (Plan Marshall, conquête de la Lune et développement du complexe militaro-industriel, fondation de la future Europe, développement inconsidéré de la protection sociale pour « lutter contre le communisme », etc.).

2 — *Association of the Southeast Asian Nations*. Association des nations du sud-est asiatique. Ses buts sont économiques, sociaux, culturels et politiques.

3 — Le paradigme holistique prétend que Dieu étant sans parties et infini, rien ne saurait être en dehors de lui, que la création toute entière est divine et que la créature est Dieu. A proprement parler il n'y aurait pas de création.

monde, nie la distinction entre le Créateur et la créature et donc la nécessité du salut, abolit toutes les frontières. Tout est dans tout. L'utopie collectiviste niait les distinctions sociales et voulait supprimer la bourgeoisie, concrétisant la vision holistique dans le domaine politique et social. Le mondialisme entend supprimer les frontières et veut matérialiser la vision holistique dans l'ordre géopolitique. Enfin la spiritualité globale, résurgence du paganisme, entend donner à la perspective holistique toute son ampleur, entend l'imposer dans l'ordre spirituel. On retrouve dans ces trois domaines cette conception gnostique, antichrétienne, qui préfigure, conformément aux avertissements de Notre-Dame, les persécutions de l'Église.

La dichotomie radicale entre la matière et l'esprit, le corps et l'âme, le sacré et le profane, l'homme et la nature, ou le Créateur et la création, doit être transcendée pour permettre aux valeurs telles que la sacralité de la Terre, la continuité de l'être, l'interaction bénéfique entre la communauté humaine et la nature, et la réciprocité entre l'humanité [et non l'homme individuel] et le ciel, de recevoir toute l'importance qu'elles méritent en philosophie et en théologie [ONU, 1995, conférence de Copenhague ¹].

Pour les anciens, le Nil était un dieu qu'on vénère, de même le Rhin, source infinie de mythes européens, ou la forêt amazonienne, la mère des forêts. Partout dans le monde, la nature était la demeure des divinités. Celles-ci ont conféré à la forêt, au désert, à la montagne, une personnalité qui imposait adoration et respect. La Terre avait une âme. La retrouver, la ressusciter, telle est l'essence de Rio » [Boutros Boutros-Ghali, Conférence de Rio ²].

Les ressources biologiques nous nourrissent, nous vêtent et nous fournissent logement, médicaments et nourriture spirituelle [ONU, Conférence de Rio ³].

Paradoxalement, la présente crise écologique nous offre l'opportunité de créer une théologie œcuménique, fondée sur un sentiment de respect de l'environnement renouvelé, qui pourrait servir de dénominateur commun et de point de ralliement à une coopération entre les principales religions [*State of the World Forum*, organisation fondée par M. Gorbatchev ⁴].

On sait que Mikhaïl Gorbatchev est le principal artisan de la Charte de la Terre ⁵, texte néo-païen que l'UNESCO, dont les sympathies communistes et progressistes ne sont pas contestables, voudrait voir figurer au rang des textes fondateurs du Nouvel ordre mondial. On y lit des principes bien étonnants, dont il faut mesurer toutes les conséquences qui en seraient inévitablement tirées :

1 — Dimensions éthiques et spirituelles du progrès social, sommet mondial pour le développement social, 6-12 mars 1995, Copenhague, New York, United Nations Publication, 1995, p. 106.

2 — Rapport de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, op. cit., A/CONF.151/26, (vol. IV,) p. 76.

3 — *Ibid.* A/CONF.151/26/Rev.1 (vol. I), p. 142.

4 — *1996 Final Report*, State of the World Forum, San Francisco, 1997, p. 13.

5 — *www.chartedelatere.org*

[Nous] formons *une seule humanité* et une seule communauté sur Terre partageant *une destinée commune*. Nous devons unir nos efforts pour donner naissance à une société mondiale durable, fondée [1°] sur *le respect de la nature*, [2°] les droits universels de l'être humain, la justice économique et une culture de la paix. Dans ce but, il est impératif que nous, les peuples de la Terre, déclarions notre responsabilité les uns envers les autres, envers *la communauté* de la vie ainsi qu'envers les générations futures. [...]

L'humanité fait partie d'un vaste univers en évolution. La Terre, notre foyer, est elle-même *vivante* et abrite une communauté unique d'êtres vivants. *Les forces de la nature* font de l'existence une aventure exigeante et incertaine, mais la Terre a fourni les conditions essentielles à l'évolution de la vie. [...] La protection de la vitalité, de la diversité ainsi que de la beauté de la Terre est une responsabilité *sacrée*. [...]

C'est à nous de choisir : former un partenariat à *l'échelle globale* pour prendre soin de la Terre et de nos prochains, ou bien participer à notre propre destruction ainsi qu'à celle de la diversité de la vie. *Des changements fondamentaux dans nos valeurs, nos institutions et notre façon de vivre* sont indispensables. [...] Nos enjeux environnementaux, économiques, politiques, sociaux et *spirituels* sont étroitement liés, et ensemble nous pouvons trouver des solutions intégrées. [...]

Nous reconnaissons la nécessité urgente d'une *vision commune* des *valeurs fondamentales* qui fournira la base de *principes éthiques* pour la communauté mondiale émergente. Par conséquent, dans un esprit de solidarité, nous affirmons les principes interdépendants suivants, qui visent un mode de vie durable comme *norme universelle* et selon lesquels seront *guidés et évalués* les comportements des personnes, des organisations, des entreprises commerciales, des gouvernements et des institutions transnationales. [...]

Reconnaitre le lien d'interdépendance entre tous les êtres vivants ainsi que la valeur de toute forme de vie, quelle qu'en soit son utilité pour l'être humain. [...]

Affirmer le droit des peuples indigènes à leur spiritualité, leurs connaissances, leurs terres et leurs ressources, ainsi qu'à leurs propres moyens d'existence traditionnels et durables. [...]

Reconnaitre l'importance de l'éducation morale et spirituelle pour une existence durable. [...]

Reconnaitre que la paix est l'entité créée à partir de relations équilibrées avec soi-même, avec les autres, avec d'autres cultures et d'autres formes de vie, avec la Terre et l'ensemble de l'univers [les extra-terrestres ? ou les démons ?] dont nous faisons tous partie. [...]

Comme jamais auparavant dans l'histoire, notre destin commun nous invite à chercher *un nouveau commencement*. Un tel renouvellement est la promesse des principes de la Charte de la Terre. La tenue de cette promesse repose sur notre engagement à adopter et promouvoir les *valeurs* et objectifs de la Charte.

Cet engagement requiert un changement dans nos cœurs et dans nos esprits. Il requiert également un sens nouveau d'interdépendance mondiale et de responsabilité universelle. [...] Nous devons approfondir et élargir le dialogue mondial à l'origine de la Charte de la Terre, car nous avons beaucoup à apprendre de la quête commune et perpétuelle de la vérité et de la sagesse. [...]

Pour bâtir une communauté universelle durable, les nations du monde doivent renouveler leur engagement envers les Nations Unies, honorer leurs obligations dans le cadre des accords internationaux existants et soutenir l'application des principes de la Charte de la Terre au moyen d'un instrument *ayant force de loi* à l'échelle internationale sur les questions d'environnement et de développement ¹.

Il est par contre beaucoup moins connu que Mikhaïl Gorbatchev signa en 1995 un petit ouvrage intitulé *The Search for a New Beginning, Developing a New Civilization* ², titre qu'il faut traduire par *A la recherche d'une nouvelle Genèse, édifier une nouvelle civilisation*. Les premiers mots de la Genèse sont en effet, dans le texte anglais : « *In the beginning* ». Il nous faudrait citer en entier ce texte fondamental, très court, très riche et très dense et qui réclamerait un commentaire fort développé. Pour aller à l'essentiel, nous nous contenterons de relever que Mikhaïl Gorbatchev, alors secrétaire général du PCUS, parti explicitement matérialiste et athée, appelle à la création d'une nouvelle civilisation, fondée sur un nouveau paradigme, la vision holistique du Nouvel Age :

L'idée que « l'humanité est reine de la nature », héritée de l'époque des Lumières [ou plutôt, en réalité, de la Genèse], est la condition psychologique et spirituelle de la crise environnementale actuelle. *Nous avons besoin d'un nouveau paradigme qui nous ramène à la réalité et qui reconnaisse que l'humanité est juste une partie de la nature. [...] L'humanité fait partie de la biosphère, est un avec la biosphère* ³.

Les religions sont aussi mises à contribution : « Le rôle de la culture, de la religion, des sciences et de l'éducation doit croître énormément ⁴ » et M. Gorbatchev nous donne un commandement nouveau, qui justifie le titre de son ouvrage :

[N]ous devons définir certaines maximes morales ou certains commandements éthiques qui constituent les valeurs communes de toute l'humanité. Je pense que l'attitude de chacun envers la nature doit devenir l'un des principaux critères permettant de maintenir la moralité. Aujourd'hui, il ne suffit plus de dire « Tu ne tueras point ». L'éducation écologique implique, par-dessus tout, le respect et l'amour de tout l'être vivant. C'est ici que la culture écologique rencontre la religion ⁵.

Ces idées se prolongent jusqu'à aujourd'hui avec la *Charte de la Terre* qui veut les graver dans le marbre du droit international – et qui y parviendra proba-

1 — Charte de la Terre. Nous soulignons.

2 — Mikhaïl GORBATCHEV, *The Search for a New Beginning, Developing a New Civilization*, San Francisco, HaperSanFrancisco, 1995.

3 — *Ibid.*, p. 31 et 32. Souligné dans l'original.

4 — *Ibid.*, p. 59.

5 — *Ibid.*, p. 64.

blement. Songeons à la *Charte de l'environnement*, de valeur constitutionnelle, récemment adoptée par le Parlement.

La spiritualité globale, une erreur de la Russie ?

L'étude de la spiritualité globale et du mouvement écologique montre qu'ils puisent à deux sources : le néo-communisme et la maçonnerie ¹. On ne peut donc certes pas affirmer que l'émergence de la spiritualité globale, fille de l'antique gnose, soit une erreur de la seule Russie. Celle-ci a pourtant joué, et joue encore, un rôle déterminant dans son avènement. Il convient, pour le bien saisir, de se transporter à la fin de la guerre froide. Le paysage politique était marqué, à cette époque, par la division du monde en deux blocs et par la prééminence des questions militaires, économiques et politiques. Les Russes effectuèrent alors une manœuvre révolutionnaire incroyable ² en abandonnant ces champs pour situer leurs efforts dans le domaine de l'idéologie, de la vision du monde et du spirituel : la première phase de ce plan extraordinaire fut d'unifier le monde en détruisant le mur de Berlin. La vision holistique, totalisante et païenne du Nouvel Age fut alors matérialisée politiquement ! L'accent fut mis sur les problèmes globaux ³ : écologie, désarmement, lutte contre l'argent sale, etc. Le politique devint alors le support de conceptions spirituelles devant mener à la spiritualité globale – ainsi qu'à la réalisation des objectifs plus purement communistes que sont l'égalitarisme mondial et l'instauration d'un pouvoir global. La spiritualité globale possède donc une dimension maçonnique incon-

1 — On notera que l'influence de la maçonnerie fut déterminante dans la création du communisme : la Ligue des justes, qui fut à l'origine du Manifeste du Parti communiste, était en effet un organisme maçonnique.

2 — « [Lénine] voyait que le socialisme allait se heurter à des problèmes colossaux, et qu'il avait à résoudre toutes sortes de difficultés que la Révolution bourgeoise avait laissés sans solutions. D'où son utilisation de méthodes qui ne paraissent pas intrinsèquement socialistes, telles qu'elles sont généralement acceptées. [...] Nombre d'entre nous se sont rendus compte (souvent bien avant la séance plénière d'avril) qu'il fallait réévaluer tout ce qui touchait l'économie, la culture, la démocratie et la politique étrangère. [...] Il faut procéder à une transformation complète de la réflexion sociale et politique. C'est ici qu'il faut s'adresser à Lénine. Il possédait le rare talent de sentir au bon moment le besoin de changements profonds, celui d'un réexamen des valeurs, d'une révision des directives théoriques et des slogans politiques. [...] On en trouve qui n'acceptent même pas le terme « révolution » tel qu'on l'applique à cet effort [la *perestroïka*]. Certains sont même effrayés par celui de « réforme ». Mais Lénine n'avait pas peur de l'employer : il a même appris aux Bolcheviks eux-mêmes à ne pas hésiter à faire du « réformisme », chaque fois que c'était nécessaire pour faire avancer la cause de la Révolution dans de nouvelles conditions. Aujourd'hui, nous avons besoin de réformes radicales pour une transformation révolutionnaire. [...] Nous venons juste de nous lancer dans une entreprise capitale et difficile dans les domaines politique, économique, social et spirituel », GORBATCHEV, *Perestroïka*, *ibid.* p. 29, 61, 67, 76.

3 — « Ou plus précisément pseudo-problèmes globaux. Contrairement à ce que la rhétorique mondialiste affirme, il n'y a pas de problèmes globaux, hormis ceux que l'homme a créés » : « Yahvé les dispersa de là sur toute la surface de la terre » (Gn 11, 8).

testable. C'est pourtant la Russie qui a mis dans les esprits la conception holistique du monde – le mondialisme – en supprimant la division entre Est et Ouest. C'est elle encore qui, par le biais des institutions internationales et des ONG, la répand, en particulier grâce à la Charte de la Terre. Le rôle moteur, originel, de la Russie dans l'émergence du mondialisme et de la spiritualité globale ne saurait donc être contesté.

Enfin, et beaucoup plus profondément, il convient de relever le parallélisme révélateur qui existe entre le communisme et la spiritualité globale. Volonté, dans les deux cas, de réaliser le paradis sur terre sans Dieu, en s'appuyant sur une vision holistique, gnostique. Co-création du monde ou de l'histoire dans les deux cas, initiés ou membres du parti devant mener les profanes ou les masses à l'autoconscience. Ainsi la spiritualité globale apparaît comme la simple transposition du messianisme communiste dans le domaine spirituel. C'est la même utopie, développée dans deux registres différents et répondant à des exigences différentes.

Il nous est maintenant possible de répondre à l'objection qui porte sur la nature exacte de la révolution mondialiste. Est-elle principalement communiste, maçonnique ou ultra-libérale ? Cette objection nous semble tout d'abord relever d'une interprétation inexacte des paroles de Notre-Dame, qui n'a jamais parlé de l'URSS répandant le communisme dans le monde entier, mais de la Russie répandant ses erreurs. Et il ne fait guère de doute que le socialisme de marché global que nous connaissons est la conséquence de la perestroïka, initiative russe qui a précisément mené à la destruction de l'URSS. Le Nouvel Ordre économique international, l'un des principaux objectifs de l'ONU et des collectivistes, se trouve ainsi réalisé. Le socialisme est maintenant mondialisé ; les objectifs du collectivisme mondial sont atteints à une vitesse stupéfiante ; la décroissance économique¹ est à l'ordre du jour en Occident tandis que les économies chinoise et indienne s'emballent. Les transferts de capitaux et de technologie du Nord vers le Sud dont rêvaient les communistes soviétiques se réalisent à une vitesse qu'ils ne peuvent croire. De même, les mondialismes politique et spirituel n'ont été rendus possibles que par la disparition de l'URSS et des frontières qui divisaient le monde, que par l'extraordinaire gambit des joueurs d'échecs russes.

¹ — « Mais si crise [écologique] grave il y a, et si le seul moyen de la prévenir est d'adopter des mesures de rationnement et de décroissance, comment le faire sans recourir aux solutions dictatoriales, "léninistes", que récuse les écologistes qui ont toujours refusé l'idéologie marxiste [sic] ? » [...] Cela passe par l'articulation du social, de l'écologie, de la solidarité la diminution des consommations matérielles. » (Hervé KEMPF, « Écologisme radical et décroissance », *Le Monde*, vendredi 4 mars 2005, p. 16.)

Conclusion : deux interprétations possibles

Sœur Lucie soutenait, jusqu'à la mi-89, que la consécration de la Russie au Cœur Immaculé de Marie n'avait pas été effectuée conformément aux demandes de Notre-Dame. Il semble, si ses propos ont été fidèlement rapportés, que sa position ait évolué suite à la perestroïka et aux pressions du Vatican, et non à la faveur d'une révélation surnaturelle. Cet avis ne saurait donc suffire à trancher la question.

Nous proposons deux interprétations possibles des événements mondiaux en cours :

1. — On peut affirmer que la consécration n'a pas été effectuée valablement. On pourrait donc en conclure que les châtiments annoncés ont été et continueront à être infligés.

2. — Une autre interprétation, que nous préférons, voudrait que les consécrations successives et incomplètes aient été *partiellement* agréées par Dieu, procurant des grâces *partielles*.

[Dieu] promet la fin de la guerre pour bientôt, en considération de l'acte qu'a bien voulu faire Sa Sainteté. Mais comme il a été incomplet, la conversion de la Russie sera pour plus tard [4 mai 1943].

C'est ainsi que le communisme au sens strict aurait disparu, Dieu accordant au monde un nouveau délai pour se convertir avant le châtiment final, déclenché par la Russie au moyen de la perestroïka et, maintenant, du mondialisme et de la spiritualité globale, relayés par l'ONU, profondément gangrenée par les thèses collectivistes.

Les analyses précédentes n'excluent d'ailleurs pas la possibilité d'un réveil des forces communistes (beaucoup n'ont aucunement renoncé à leurs fins), ni même d'une confrontation armée avec la Russie.

Quoiqu'il en soit, l'appel à la conversion est plus pressant que jamais :

Le démon fait tout ce qu'il peut pour nous distraire et nous enlever le goût de la prière ; nous nous sauverons ou nous nous damnerons ensemble. Toutefois, mon père, il faut dire aux gens qu'ils ne doivent pas rester à espérer un appel à la pénitence et à la prière ni du Souverain Pontife, ni des évêques, ni des curés, ni des supérieurs généraux ; il est grand temps que, de sa propre initiative, chacun accomplisse de bonnes et saintes œuvres et réforme sa vie selon les désirs de la Madone.

[Propos tenus par sœur Lucie le 26 décembre 1957 au père Fuentès.]

*